



Le 3 avril 2026

MOTION DE SOUTIEN

Grève à l'école Raymonde Fiolet, à Soissons

Les Socialistes du Soissonnais expriment leur entière solidarité avec l'ensemble de l'équipe éducative, des agents, des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes de l'école primaire Raymonde Fiolet, à Soissons.

L'agression, qu'elle soit physique ou verbale d'une personne, quelle qu'elle soit, par qui que ce soit, au sein d'une école est et doit être intolérable. L'École - avec un E majuscule - est autant le socle de la République qu'il devrait en être le bastion.

A ce titre, nous, socialistes du Soissonnais, rappelons que **la violence en milieu scolaire est l'affaire de tous** : l'école est un lieu d'apprentissage, d'épanouissement et d'expression au sein duquel, enfants, parents et personnels - qu'ils soient de l'éducation nationale ou périscolaire - ne devraient pas aller « *la boule au ventre* ».

Répétées, ces violences sont le signal alarmant d'une société en tension. Par leur mouvement de grève, **les enseignants et les AESH expriment leur inquiétude et leur impuissance face à cette violence et face à l'insuffisance des moyens mis à leur disposition**. Ils alertent sur des conditions d'accueil tout à fait insatisfaisantes d'enfants à besoins particuliers qui ne leur permettent pas de mener à bien sereinement leurs missions pédagogiques et éducatives qui deviennent de plus en plus individualisées. Ils interpellent leur hiérarchie et alertent la population alors même qu'ils se trouvent en première ligne.

Une prise de conscience collective est nécessaire pour restaurer l'ambition républicaine dans notre école et apporter des solutions qui ne peuvent cependant pas se limiter aux seules enceintes des établissements.

Le recrutement de médecins et d'infirmières scolaires, d'enseignants et d'AESH, mais aussi leur formation, leur reconnaissance institutionnelle et leur revalorisation salariale sont plus qu'urgents. De plus, nous, socialistes du Soissonnais, appelons au développement des espaces de dialogue dédiés dans les écoles ou au sein de services municipaux permettant aux différentes parties prenantes de l'institution scolaire et aux parents de traiter les crispations et sujets de conflits avant leur explosion.

Enfin, la saturation des services ressources - comme les CMP, les SESSAD et les IME - maintient hors du soin les enfants qui en auraient besoin. Cela entretient une insatisfaction de tous, le sentiment de ne plus pouvoir répondre aux besoins de ces enfants et potentiellement de la violence.

Nous appelons par conséquent à un plan global de recensement de ces besoins et à la création de postes de tous les professionnels requis au sein des écoles et dans les structures hospitalières et médico-sociales. Il en va de l'intérêt de nos enfants !